

Edito

RETROUVONS LE (BON) SENS

Enquêtes, baromètres sociaux, paroles (sans filtre) des agents lors de nos visites, vous le dénoncez : notre travail a perdu de son sens et ainsi les conditions de travail se sont dégradées.

La dématérialisation « déshumanisante » qui rend l'administration de plus en plus virtuelle et le fonctionnaire inutile, les réorganisations continues qui obligent les agents à remettre leur vie professionnelle et personnelle en question, l'impression d'être devenu « une ligne budgétaire qui ne coûte, plus qu'elle ne rend service », le travail non fini ou remis au lendemain... Autant de causes de stress, de mal être, de pression qui placent les agents en difficulté.

Je souffre de ne jamais finir les missions qui m'ont été attribuées tout en devant ingurgiter les nouveautés législatives ;

Tu souffres de ne plus avoir le sentiment d'être un fonctionnaire chargé d'une mission de service public ;

Il, Elle, On souffre de ne pas être écouté quand il, elle, on appelle au secours ;

Nous souffrons des pressions quotidiennes qui engendrent des tensions dans nos services ;

Vous souffrez et vous le dites à vos représentants du personnel, mais votre Direction ne vous écoute pas ;

Ils, Elles souffrent quel que soit leur échelon dans la hiérarchie mais sont parfois trop loyaux pour le dire haut et fort... Et pourtant leurs voix porteraient tellement plus loin !

Bref, la souffrance au travail existe à la DGFIP. D'ailleurs, les rapports de la Médecine de Prévention du Ministère l'attestent et montrent même qu'elle augmente.

Plus de 3 000 cas dénombrés chaque année de collègues exprimant une « souffrance au travail » auprès des médecins de prévention. Et combien de plus ne vont pas voir les médecins ou n'y ont plus accès ?

Malgré le DUERP et les programmes de prévention, de nombreux agents connaissent des conditions de travail dégradées (installation ou charge de travail excessive) et combien finalement vont travailler avec la « boule au ventre ».

Jusqu'où faut-il aller pour que ça change ? Des burn out ? Des dépressions ? Des suicides ?... On en dénombre à la DGFIP et pourtant rien ne change !

Écouter ? Discuter ? Parler travail ? Reconnaître la valeur des uns et des autres ? Recréer du collectif ? Redonner du sens ? **Sont sans doute là les solutions !**

Il en va de la responsabilité de chacun, quel que soit son grade ou son service.

DGFIP 1 – AGENTS 0 :

balle au centre !

Centre de contact, centre impôts services, centre de services de ressources humaines, divers et variés services d'appui au réseau...une évidence : la mode est à la centralisation.

Sous prétexte de professionnalisation et de renforcement des équipes, on regroupe, on centralise, on crée des services à compétence géographique étendue.

Comme le dit la pub : fini les prétextes bidons !

Personne n'est dupe, la raison de cette centralisation galopante est la destruction massive de nos emplois.

Il est évident, qu'après autant de coups de massue sur nos effectifs, notre administration ne puisse continuer à assurer l'intégralité de ses missions.

On priorise, on délaisse nos contribuables, on augmente les marges de manœuvres des fraudeurs de tous poils et des mauvais payeurs, mais malgré tout, nous n'arrivons plus à faire face.

Il pourrait y avoir une solution évidente :

arrêter les suppressions d'emplois, et même mieux, asseoir des agents sur toutes les chaises vides.

Il ne faut pas rêver. On se demande même si nous ne sommes pas en train de cauchemarder : les suppressions d'emplois vont encore s'accélérer !!!

Il faut donc trouver une solution et dans le même temps, voir si en réglant un problème, on ne pourrait pas en résoudre un autre...

Vu d'en haut, c'est simple : un peu partout en France, les agents s'occupent des mêmes missions :

Ils taxent, recouvrent, contrôlent, conseillent, accueillent ;

D'autres agents s'affairent à gérer les problèmes d'agents : les promotions, les mutations, la paye...

Bien sûr, tous ces agents sont dirigés par des responsables qui auraient certainement aimé avoir une équipe réellement plus étoffée, et un service qui tourne comme une horloge, mais ils savent maintenant qu'il ne suffit pas de vouloir.

Nos gouvernants ont donc regardé les pions répartis sur le plateau du jeu des finances publiques et ils se sont dits : si on prenait toutes les tâches répétitives qui prennent du temps et si on les confiait à une seule équipe, bien plus petite. On pourrait gagner du temps, et bien sûr faire des économies.

L'idée n'est pas nouvelle, au début du XXème siècle, un dénommé Taylor y avait déjà pensé. On avait gagné du temps, de l'argent mais aussi généré du mal être chez les travailleurs qui perdaient tout intérêt pour leur travail.

Effectivement l'idée d'équipes spécialisées regroupées dans des super-structures est séduisante vue d'en haut, mais vue d'en bas... ?

Quand les agents devront rejoindre ces services centralisés, pas forcément situés à la porte de chez eux, quand ils devront s'occuper des mêmes tâches à la chaîne, qu'ils n'auront pour seuls contacts que des formuels AU style télégraphique, trouveront-ils encore de l'intérêt, du sens, à leur travail ?

Pour l'instant, quelques services de proximité sont maintenus mais pour combien de temps ? Les suppressions annoncées ne permettront pas à notre administration de maintenir **ce maillage qui rend service au public et permet aux agents de travailler près de chez eux.**

Alors même si ces nouveaux services, avec leurs nouveaux bureaux, leurs sièges tous neufs, leurs double-écrans et tous leurs équipements dans des locaux qui sentent la peinture fraîche ont l'attrait de la nouveauté et nous semblent créer des bulles d'air dans des départements où ils s'implantent,

N'oublions pas que cette bulle d'air prive d'autres directions d'oxygène et qu'un jour pas si lointain, cet air deviendra irrespirable.

D'Hier à Aujourd'hui : la menace n'est plus fantôme, le DANGER EST LA !

Sans rabâcher 89, 1989, LE mouvement social de notre ministère !

Plus tard, il y a eu 2000, la lutte, la grève, les manifestations contre le plan « SAUTTER », la mission 2003

21 janvier 2000 : 39 % de gréviste au ministère des finances

16 mars 2000 : grande manifestation nationale... 20 mars : démission de SAUTTER, 21 mars : retrait du projet

De la mission 2003 à CAP 2022 : une certaine suite dans les idées...

Dans feu le journal de la DSF 62 nous avons retrouvé le témoignage d'un collègue agent de constatation en Secteur d'Assiette au CDI de Calais-Marck.

Aujourd'hui, ce collègue (et camarade) est toujours en poste mais au, survivant, Secteur d'Assiette de Calais-Est au sein du fusionné, CDFiP de Calais (tout court).

Convié à participer à un atelier sur l'accueil de l'utilisateur puis à la Convention Interrégionale de Lille présidé par Messieurs Bert et Champsaur, rapporteurs chargés de la Mission 2003 voilà quelques morceaux choisis de l'article qu'il a rédigé à l'époque :

- « M. Champsaur estime que les petites structures de la CP n'ont plus lieu d'être ».

- « Il me semble qu'il faudra bientôt parler par exemple d'Hôtel des Finances et que d'autres réformes (comme la retenue à la source) sont en gestation. »

- « Quant au devenir des agents, les rapporteurs rappellent que le Ministre s'est engagé à ce que les agents ne soient pas perdants. A nous d'être vigilants et de savoir dépasser le cloisonnement CP/DGI pour pouvoir obtenir des garanties et des avancées en termes de carrière et de reconnaissance professionnelle ».

En 2018 ces mots prennent vraiment sens non ?!

A la question que font les syndicats cet article nous répond : ils gagnent du temps afin que les réformes s'appliquent moins vite et moins fort.

Mais si « mission 2003 » laissait envisager une application des réformes sur la longueur CAP 22 sonne comme un couperet à date certaine.

L'objectif premier est clair la fin des missions pourtant régaliennes de la DGFIP, et avec la fin de notre statut.

Pour nous sauver nous n'avons plus beaucoup de temps,

le 22 mars 2018

TOUTES ET TOUS EN GREVE.



Les origines du mal (être) ...

A croire qu'à des problèmes complexes, il faut des solutions simples et que l'accès à la simplicité passe par la **désignation de responsables**.

Les médias et les réseaux sociaux montrent du doigt les chômeurs qui abusent, les fraudeurs aux aides sociales, les grévistes qui gênent les travailleurs, les syndiqués et leurs représentants qui se battent contre des moulins à vent, et, mets de choix, **les fonctionnaires**.

Trop nombreux, trop nantis, toujours bien installés derrière leurs bureaux drapés dans leur sécurité de l'emploi et leurs privilèges et bien entendu, faignants.

Une fois les responsables désignés, les solutions se trouvent naturellement...

Ils sont trop nombreux, on en réduit le nombre : **200 000 emplois publics ont été supprimés !** sans provoquer la moindre réaction de l'opinion ou de la presse. Une entreprise qui ferme fait les gros titres et mobilise les élus.

Les voix des élus qui réclament le maintien d'un service public de proximité ne parviennent pas aux oreilles de nos cadres supérieurs. Comme le souligne souvent notre directeur, M ROULET : « **aucun élu n'acceptera facilement la disparition d'une trésorerie** ». **C'est évident et du coup, on ne l'écoute pas !**

La presse ne peut décemment pas défendre les responsables des déficits budgétaires après les avoir pointés d'un doigt rageur.

Que peut-on reprocher d'autre à ces faignants de fonctionnaires, qui sont, par définition des êtres vils, qui ne cherchent qu'une chose : en faire le moins possible au travail ? L'absentéisme ?

« *Même si le jour de carence ne doit pas être le seul instrument pour lutter contre l'absentéisme des agents, qui est aussi la conséquence de souffrances d'une partie d'entre eux (...), il permet de lutter contre le micro absentéisme qui désorganise les services, alourdit la charge de travail des collègues en poste et coûte environ 170 millions d'euros par an* » a déclaré Gérard DARMANIN lors des états généraux des comptes de la Nation réunis à Bercy.

Vaste programme...

Que peut-on en déduire ?

Une partie des fonctionnaires souffre.

Ceux qui sont confrontés au monde du travail, le vrai, celui que vivent chaque jour les salariés du public comme du privé, ceux-là savent que ce mal-être (doux euphémisme) est le plus puissant des moteurs de l'**absentéisme**.

Notre ministre reconnaît que certains souffrent, une partie... Il ne précise pas s'il s'agit d'une grande ou petite partie...

Il trouve cependant des responsables à l'alourdissement de la charge de travail : les micro absents !

On ne peut absolument pas rejeter la faute sur les suppressions massives d'emplois !

Mais sur ces fonctionnaires qui trouvent des médecins compatissants pour leur prescrire des arrêts maladies de courte durée pour qu'ils puissent tranquillement tirer au flanc à la maison, au lieu de le faire au bureau.

Normal, les médecins sont bien conscients de l'absence d'une journée de carence pour les fonctionnaires et sont les complices de ces agents faignants.

Raisonnement simpliste, complètement irréaliste mais relayé à grands coups d'articles de presse et de commentaires désobligeants dans les réseaux sociaux.

Dans le document public d'évaluations préalables des articles du projet de loi de finances pour 2018, le gouvernement, avec le rétablissement de cette mesure, espère réaliser 270 millions d'euros d'économies en année pleine. Celles-ci seront générées par la réduction (à hauteur d'un trentième) de la rémunération brute mensuelle des agents publics absents pour raison de santé.

Outre les économies générées par le retour de cette mesure, le motif évoqué par le gouvernement est « d'améliorer la qualité et l'efficacité du service public en réduisant les absences pour raison de santé de courte durée dans les administrations publiques ».

On ne peut toujours pas rendre les suppressions d'emplois responsables de la baisse de qualité du service public ! Les coupables sont les micro absents.

Enfin, pour tous les maux de notre administration ce sont eux les coupables.

Ces fonctionnaires trop gâtés, qui tirent au flanc.